



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 27 octobre 2004
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **L'activité humaine et l'environnement, 2004**

En 2002, le Canada a produit 45 % d'énergie de plus qu'il n'en a utilisé, bien que la consommation nationale d'énergie par habitant ait atteint un nouveau sommet, selon un rapport publié dans le numéro de 2004 de *L'activité humaine et l'environnement*, le recueil annuel d'information sur la façon dont les Canadiens interagissent avec leur environnement.

2
- **Services correctionnels pour adultes, 2002-2003**

Pour une deuxième année consécutive, le nombre de délinquants purgeant une condamnation avec sursis dans la collectivité en un jour moyen a dépassé le nombre d'adultes purgeant une peine dans une prison provinciale ou territoriale.

4

AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail, août 2004	7
Grossesses, 1974 à 2001	9
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports, juillet 2004	11
Chargements ferroviaires mensuels, août 2004	11

NOUVEAUX PRODUITS

13



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

L'activité humaine et l'environnement 2004

En 2002, le Canada a produit 45 % d'énergie de plus qu'il n'en a utilisé, bien que la consommation nationale d'énergie par habitant ait atteint un nouveau sommet, selon un rapport publié dans le numéro de 2004 de *L'activité humaine et l'environnement*, le recueil annuel d'information sur la façon dont les Canadiens interagissent avec leur environnement.

Selon le rapport intitulé «L'énergie au Canada», le Canada est passé de la situation de consommateur net à celle de producteur net il y a de cela environ 37 ans. Depuis, il est devenu un grand exportateur d'énergie, principalement vers les États-Unis.

En 2001 uniquement, la valeur des exportations de produits énergétiques du Canada était de 55,1 milliards de dollars, soit 14 % du total des exportations. Ces dernières représentaient un peu moins des deux tiers de la production nationale annuelle de pétrole et un peu plus de la moitié de la production de gaz naturel.

En 2002, calculée par habitant, la consommation d'énergie au Canada a été légèrement supérieure à 353 gigajoules, comparativement à 222 en 1967. Un plein d'essence de 30 litres représente environ un gigajoule d'énergie.

À l'exception de brèves périodes durant les récessions de 1982 et de 1991, la consommation totale d'énergie primaire du Canada est en hausse depuis 1958. La consommation d'énergie par habitant a suivi une même tendance.

Le rapport montre que les Canadiens vivent dans un pays où les ressources énergétiques sont abondantes. Ce capital naturel, qui a été l'un des principaux piliers de la croissance de notre économie, nous a permis de répondre à nos besoins d'énergie et, parallèlement, de devenir l'un des principaux exportateurs mondiaux d'énergie. L'état de ces ressources aura une incidence sur les futures perspectives économiques du pays.

Au classement mondial des producteurs d'énergie, le Canada occupe la première place en ce qui concerne la production d'hydroélectricité et se trouve parmi les dix principaux pays pour toutes les sources d'énergie, à l'exception du charbon. Seuls les États-Unis et la Russie se classent parmi les dix premiers pays pour toutes les catégories d'énergie.

L'énergie éolienne est la source d'énergie renouvelable dont la croissance est la plus rapide

La demande énergétique du Canada augmente parallèlement à la croissance de la population et de l'économie. Si l'hydroélectricité est la source d'énergie renouvelable la plus importante, l'énergie éolienne est celle dont la croissance est la plus rapide.

En 2003, la puissance installée du Canada en énergie éolienne s'établissait à 327 mégawatts, en hausse de plus de 300 mégawatts depuis 1993. Selon les estimations de Ressources naturelles Canada, le pays possède des ressources éoliennes exploitables de l'ordre de 30 000 mégawatts.

En comparaison, en 2002, la puissance installée des centrales hydroélectriques était de 69 206 mégawatts. Le Québec génère presque la moitié de l'hydroélectricité produite au Canada.

Au cours des cinq dernières années, le taux annuel moyen de croissance de la capacité de production d'énergie éolienne a dépassé 27 %. En 2003 seulement, une puissance éolienne record de 86 mégawatts a été installée en Alberta, en Saskatchewan, en Ontario, au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Bien que le coût de l'énergie éolienne ait baissé pour passer de 20 cents par kilowatt-heure en 1983 au prix courant qui varie de 5 à 10 cents, les sources d'énergie classiques demeurent plus économiques.

D'autres sources d'énergie renouvelables sont utilisées au Canada pour produire l'électricité et d'autres combustibles. Aujourd'hui, le Canada produit plus de 200 millions de litres d'éthanol par année. En outre, de 1997 à 2001, la quantité de gaz captée dans les sites d'enfouissement des déchets a augmenté de 17 %.

Impacts environnementaux : les émissions de gaz à effet de serre sont en hausse

Le rapport souligne également certains aspects négatifs des profils courants de consommation d'énergie au Canada.

Ainsi, de 1990 à 2001, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 18 %, presque la totalité de cet accroissement étant attribuable à celles liées à l'énergie. Les principaux facteurs à l'origine de cette hausse sont la production d'électricité et de chaleur, les véhicules et les industries de production de combustibles fossiles.

En 2001, regroupées, la production d'électricité et de chaleur et les industries de production de

combustibles fossiles ont été à l'origine d'un peu plus du quart des émissions de gaz à effet de serre au Canada.

La production et la consommation d'énergie peuvent entraîner la libération de polluants atmosphériques tels que des matières particulaires, des oxydes d'azote et du dioxyde de soufre. Au Canada, au cours des années 1990, la plupart des émissions de dioxyde de soufre étaient attribuables à la consommation industrielle de combustibles et à la production d'énergie électrique.

Promouvoir la consommation efficace d'énergie

De 1990 à 2002, l'utilisation finale totale d'énergie au Canada s'est accrue de 18 %. Cependant, si l'efficacité énergétique ne s'était pas améliorée, la consommation totale aurait été supérieure de 13 %.

Au cours de cette période, la consommation résidentielle d'énergie a augmenté de 9 %, parce que le nombre et la taille des logements ont augmenté et que les Canadiens ont utilisé de plus en plus d'appareils électroménagers et d'appareils électriques.

L'accroissement de l'efficacité énergétique des ménages est attribuable à l'amélioration de l'isolation, du chauffage et de la climatisation des maisons, ainsi qu'à une plus grande efficacité des gros appareils électroménagers.

Les entreprises, qui sont les principaux utilisateurs d'énergie, jouent également un rôle important dans la conservation de cette dernière.

En 2002, quatre entreprises sur dix ayant participé à l'Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement ont dit qu'elles utilisaient au moins une forme de conservation de l'énergie, tels les systèmes de transformation des résidus en énergie, la cogénération et l'utilisation de combustibles de remplacement.

Les cinq industries qui ont dépensé le plus au chapitre de la protection de l'environnement en 2002 y ont investi 4,3 milliards de dollars, soit environ 60 % du total des dépenses de l'ensemble des industries.

Les dépenses en recherche et en développement liées à l'énergie ont diminué, étant passées de 1,3 milliard de dollars en 1983 à environ 900 millions de dollars en 2001.

La majorité (70 %) des dépenses au chapitre de la recherche et du développement ont été engagées

par l'industrie, tandis que les gouvernements fédéral et provinciaux ont fourni le reste.

Autres faits environnementaux saillants

En plus de l'article sur l'énergie, le rapport contient un ensemble complet de données décrivant la façon dont les Canadiens interagissent avec l'environnement. Il comprend des données sur divers sujets, dont le climat, les ressources naturelles, les écosystèmes et les pratiques environnementales.

Selon certaines de ces autres données, la superficie totale des terres du Canada est d'environ 10 millions de kilomètres carrés, dont presque 30 % sont couverts par des forêts à feuillage persistant, caduque ou mixte et 16 %, par des étendues de neige, de glace et d'eau. Les deux tiers des terres stériles ou dont la couverture végétale est clairsemée sont situées dans les écozones arctiques.

En 2001, le bassin des Grands Lacs et du St-Laurent enregistrait la densité de population la plus forte au Canada, soit 30,4 habitants par kilomètre carré.

En 2002, au Canada, on a éliminé 790 kilogrammes de déchets par habitant et récupéré 211 kilogrammes de déchets par habitant à partir des sites d'enfouissement des déchets. Le taux de récupération est passé de 20 % en 2000 à 21 % en 2002.

En 2000, les revenus provenant d'activités liées à l'environnement se sont chiffrés à 14,6 milliards de dollars. Comme dans les années précédentes, les entreprises ontariennes et québécoises ont déclaré les revenus liés à l'environnement les plus élevés en 2000, ceux de l'Ontario étant estimé à 6,3 milliards de dollars et ceux du Québec, à 3,2 milliards de dollars.

L'activité humaine et l'environnement : statistiques annuelles, 2004 (16-201-XIF, 26 \$; 16-201-XPF, 46 \$, y compris le CD-ROM) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Martin Lemire au (613) 951-5739 (martin.lemire@statcan.ca) ou avec l'agent d'information au (613) 951-0297 (environ@statcan.ca), Division des comptes et de la statistique de l'environnement. Télécopieur : (613) 951-0634. ■

Services correctionnels pour adultes 2002-2003

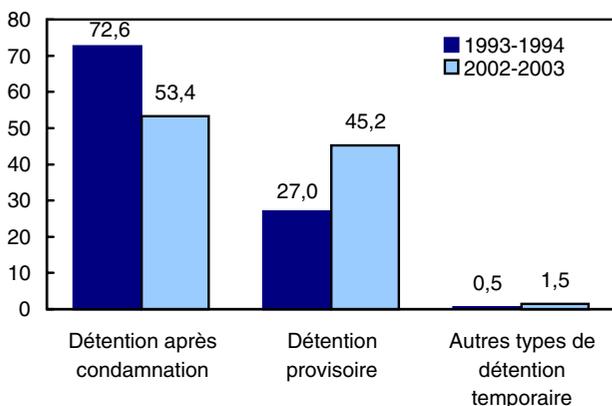
Pour une deuxième année consécutive, le nombre de délinquants purgeant une condamnation avec sursis dans la collectivité en un jour moyen a dépassé le nombre d'adultes purgeant une peine dans une prison provinciale ou territoriale.

En un jour moyen en 2002-2003, un peu moins de 12 900 adultes purgeaient une condamnation avec sursis au Canada, en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre était près du double de celui enregistré en 1997-1998, la première année complète pour laquelle il existe des données sur ce type de peine.

À l'opposé, le nombre total de détenus condamnés dans les prisons provinciales et territoriales a chuté, passant de 10 900 à 10 600, en baisse de 3 % par rapport à l'année précédente. Ce nombre a reculé dans toutes les provinces et les territoires entre 1993-1994 et 2002-2003.

Le fléchissement des comptes de détenus était attribuable en partie à l'avènement de la condamnation avec sursis en 1996. Avec cette nouvelle peine, les juges pouvaient permettre aux délinquants adultes sous surveillance provinciale ou territoriale admissibles, c'est-à-dire ceux condamnés à une peine d'emprisonnement de moins de deux ans, de purger leur peine dans la collectivité sous certaines conditions.

Composition de la population en détention provinciale et territoriale



Note : En raison de données manquantes pour certaines années, les données du Nouveau-Brunswick, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont été exclues de tous les chiffres, et les données de la Colombie-Britannique ont été exclues des autres types de détention temporaire.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur le Juristat annuel Les services correctionnels pour adultes au Canada, qui fournit des données sur les caractéristiques de la population adulte sous surveillance correctionnelle, ainsi que sur la prestation des services correctionnels.

Deux indicateurs de base permettent de décrire l'utilisation des services correctionnels : le compte moyen des délinquants incarcérés ou purgeant une peine dans la collectivité à un moment donné et le nombre d'admissions annuelles dans des établissements correctionnels ou à des programmes de surveillance dans la collectivité.

Les comptes moyens de détenus incarcérés ou purgeant une peine dans la collectivité fournissent un instantané de la population correctionnelle en un jour donné et ils sont ensuite utilisés pour calculer un compte moyen annuel. Les comptes moyens fournissent aux gestionnaires des services correctionnels une mesure opérationnelle utile et ils constituent un indicateur fiable de l'utilisation des places dans les établissements.

Les données sur les admissions sont recueillies au moment où une personne arrive à un établissement ou lorsqu'elle commence à participer à un programme de surveillance dans la collectivité. Elles décrivent et mesurent l'évolution du nombre de cas dont sont chargés les organismes correctionnels au fil du temps, mais elles n'indiquent pas le nombre de personnes uniques, étant donné que la même personne peut être incluse plusieurs fois dans les totaux des admissions annuelles.

Par ailleurs, le nombre de prévenus adultes, c'est-à-dire de personnes détenues en vertu d'une ordonnance judiciaire en attendant de comparaître devant le tribunal, s'est accru de façon soutenue depuis le milieu des années 1980. Leur part de la population correctionnelle a aussi augmenté.

En un jour moyen en 2002-2003, 8 700 personnes étaient en détention provisoire dans les provinces et les territoires, un nombre supérieur de 9 % à celui observé l'année précédente et de 70 % au nombre affiché en 1993-1994.

En 2002-2003, les prévenus représentaient 45 % de l'ensemble des détenus provinciaux et territoriaux, en hausse par rapport aux 42 % enregistrés l'année précédente et aux 27 % en 1993-1994.

Le cinquième des personnes sous surveillance correctionnelle sont en détention

Dans l'ensemble, en un jour moyen en 2002-2003, plus de 156 000 adultes étaient sous la surveillance des organismes de services correctionnels, un nombre pratiquement inchangé par rapport à 2001-2002.

De ce nombre, 32 500 (21 %) étaient en détention en milieu fédéral, provincial ou territorial et 124 000 (79 %) étaient sous surveillance dans la collectivité.

Parmi les adultes sous surveillance dans la collectivité, 103 000 étaient en probation, 12 900 purgeaient une condamnation avec sursis et un peu plus de 8 000 faisaient l'objet d'une forme quelconque de libération sous condition, comme la libération conditionnelle.

La population de 32 500 adultes en détention était pratiquement inchangée par rapport à l'année précédente, mais de 1 % inférieure à celle de 1993-1994.

Le taux d'incarcération au Canada, qui tient compte des détenus sous responsabilité fédérale, provinciale et territoriale, suit une tendance générale en baisse depuis 1994-1995, année où il a atteint un sommet. En un jour moyen en 2002-2003, il y avait 134 adultes en détention pour 100 000 adultes dans la population.

Le taux global d'incarcération du Canada, qui inclut les adultes et les jeunes, est en baisse depuis le début des années 1990 parallèlement au taux de criminalité. Par comparaison, les taux enregistrés aux États-Unis et en Angleterre et au pays de Galles sont en hausse. Au Canada, le gros de la diminution des taux d'incarcération s'est produit après la mise en application de la condamnation avec sursis.

Compte quotidien total des délinquants dans le système correctionnel 2002-2003

	Nombre	%
Détention		
Détention après condamnation en milieux provincial et territorial	10 583	7
Détention provisoire	8 730	6
Autre détention temporaire	361	0 ^s
Détention en milieu fédéral	12 838	8
Surveillance communautaire		
Probation	103 073	66
Condamnation avec sursis	12 887	8
Libération conditionnelle provinciale	1 014	1
Libération dans la collectivité ¹	7 026	4
Total	156 512	100

Note : La somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100 en raison de l'arrondissement.

^s Valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre zéro absolu et la valeur arrondie.

1. Comprend la libération conditionnelle totale, la semi-liberté et la libération d'office seulement.

Admissions aux services correctionnels : la détention provisoire constitue la plus forte proportion

Les admissions aux services correctionnels suivent une tendance à la hausse soutenue depuis 1998-1999,

l'augmentation étant survenue principalement dans les établissements correctionnels des provinces et des territoires.

En 2002-2003, on a dénombré près de 369 000 admissions aux services correctionnels au Canada. La majorité (70 %) avait trait à une forme quelconque de détention alors que le reste (30 %) était lié à des programmes de surveillance dans la collectivité.

Admissions aux services correctionnels 2002-2003

	Nombre	%
Détention		
Détention après condamnation en milieux provincial et territorial	83 885	23
Détention provisoire	130 021	35
Autre détention temporaire	35 308	10
Détention en milieu fédéral	7 659	2
Surveillance communautaire		
Probation	83 250	23
Condamnation avec sursis	19 204	5
Libération conditionnelle provinciale	2 024	1
Libération dans la collectivité ¹	7 428	2
Total	368 779	100

Note : La somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100 en raison de l'arrondissement.

1. Comprend la libération conditionnelle totale, la semi-liberté et la libération d'office seulement.

Des 257 000 admissions en détention, un peu plus de la moitié (130 000) étaient en détention provisoire, en hausse de 3 % par rapport à l'année précédente. Les admissions de personnes condamnées en détention provinciale et territoriale sont demeurées relativement stables pour une deuxième année consécutive.

La probation représentait 74 % des 112 000 admissions à des programmes de surveillance dans la collectivité, alors que la condamnation avec sursis en constituait 17 %, la libération d'office fédérale, 5 % et la libération conditionnelle fédérale et provinciale, 2 % chacune.

Le recours à la libération conditionnelle est en décroissance. Les mises en semi-liberté fédérales ont diminué de 6 % par rapport à 2001-2002, alors que les libérations conditionnelles totales à l'échelon fédéral ont chuté de 11 %.

Toutefois, le nombre de délinquants libérés d'office a progressé de 5 %. La libération d'office est une libération sous condition surveillée accordée aux délinquants qui ont purgé les deux tiers de leur peine d'emprisonnement.

Le plus grand nombre de délinquants libérés d'office est en partie lié au moins grand nombre de demandes de semi-liberté ou de libération conditionnelle totale.

Les femmes représentent une admission sur dix dans les établissements provinciaux et territoriaux

Un nombre beaucoup moins élevé de femmes sont aux prises avec la loi.

En 2002-2003, un peu plus de 8 000 femmes ont été condamnées à une peine d'emprisonnement dans un établissement provincial ou territorial, c'est-à-dire à une peine de moins de deux ans. Ce nombre ne représentait que 10 % de l'ensemble des admissions.

Des femmes étaient en cause dans seulement 212 (5 %) admissions en détention après condamnation en milieu fédéral, c'est-à-dire des peines d'emprisonnement de deux ans et plus.

La surreprésentation des Autochtones en détention provinciale et territoriale continue de s'accroître

En 2002-2003, les Autochtones représentaient 21 % des admissions en détention après condamnation en milieu provincial ou territorial, en hausse par rapport au creux de 15 % observé en 1997-1998. À l'opposé, ils ne formaient que 3 % de la population totale du Canada en 2001.

Des Autochtones étaient également en cause dans 18 % des admissions en détention fédérale, dans 14 % des nouveaux cas de probation et dans 17 % des nouveaux cas de condamnation avec sursis.

Dépenses de fonctionnement au chapitre des services correctionnels

Les dépenses des services correctionnels se sont chiffrées à 2,7 milliards de dollars en 2002-2003. Compte tenu de l'inflation, les dépenses se sont accrues de 2 % par rapport à l'année précédente.

Environ 53 % des dépenses ont été engagées par le système fédéral et 47 % par les systèmes correctionnels

provinciaux et territoriaux. Dans le système fédéral, un détenu a coûté au Canadiens 234,65 \$ en moyenne quotidienne en 2002-2003. Le coût correspondant s'établit à 140,97 \$ pour le système correctionnel des provinces et des territoires.

Dans l'ensemble, les services de détention ont représenté un peu plus de 1,9 milliard de dollars, soit 72 % des dépenses totales. Les services de surveillance dans la collectivité représentaient 13 % du total.

Depuis la mise en application de la condamnation avec sursis, le coût de la prestation des services correctionnels communautaires s'est accru dans les provinces et les territoires. Cet état de choses est attribuable en partie à des facteurs comme le plus grand nombre de cas de surveillance communautaire et les besoins de surveillance accrus des délinquants condamnés avec sursis.

Le *Juristat* : *Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003*, vol. 24, n° 10 (85-002-XIF, 9 \$ / 75 \$; 85-002-XPF, 11 \$ / 100 \$) et la publication *Services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003* (85-211-XIF, 30 \$) sont maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 251-0001 à 251-0007.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3306.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. Télécopieur : (613) 951-6615. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail

Août 2004 (données provisoires)

La rémunération hebdomadaire moyenne pour les salariés inscrits sur les listes de paie est demeurée pratiquement inchangée de juillet à août, alors qu'elle a augmenté de 1,8 % par rapport à août 2003. À l'échelon industriel, les secteurs ayant enregistré les hausses les plus importantes par rapport à août 2003 sont celui de l'extraction minière, de pétrole et de gaz (+6,2 %), celui des soins de santé et de l'assistance sociale (+4,9 %), ainsi que celui du secteur de la fabrication (+3,3 %).

Parallèlement, des baisses substantielles de la rémunération ont été observées dans le secteur des arts, des spectacles et des loisirs (-2,3 %) depuis août 2003.

En août, la rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure est demeurée inchangée par rapport au mois précédent, mais a augmenté de 4,0 % par rapport au même mois de l'année précédente.

Le nombre total de salariés inscrits sur les listes de paie a diminué de 17 900 en août, faisant suite à la baisse révisée de 10 900 salariés observée en juillet. Cependant, le gain net du nombre de salariés depuis août 2003 s'est élevé à 190 500 (+1,4 %).

En août, le nombre de salariés a diminué dans presque toutes les provinces. Les baisses les plus importantes ont été observées au Québec (-14 300) et en Ontario (-10 000).

Nota : L'arrêt de travail survenu en septembre et en octobre de l'Agence de Revenu du Canada a considérablement réduit le nombre des dossiers administratifs dont ces données sont tirées. Les estimations provisoires du mois d'août devraient être interprétées avec prudence.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 281-0023 à 281-0046.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Des données détaillées par secteur, des données selon la taille de l'entreprise fondée sur l'emploi, ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail sont aussi offerts dans les tableaux de la publication mensuelle *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XIB, 26 \$ / 257 \$) qui paraîtra sous peu.

Les données de septembre 2004 sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 29 novembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (travail@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091, Division de la statistique du travail. Télécopieur : (613) 951-2869. □

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Août 2003	Juillet 2004 ^r	Août 2004 ^p	Juillet à août 2004	Août 2003 à août 2004
données désaisonnalisées					
	en dollars			var. en %	
Ensemble des secteurs	685,75	698,24	697,94	0,0	1,8
Foresterie, exploitation forestière et soutien	863,10	849,47	859,41	1,2	-0,4
Extraction minière, de pétrole et de gaz	1 177,83	1 243,11	1 250,86	0,6	6,2
Services publics	1 064,35	1 033,29	1 054,46	2,0	-0,9
Construction	822,67	832,21	829,76	-0,3	0,9
Fabrication	831,12	861,73	858,47	-0,4	3,3
Commerce de gros	792,45	789,05	788,17	-0,1	-0,5
Commerce de détail	442,66	454,81	455,51	0,2	2,9
Transport et entreposage	759,39	747,18	757,16	1,3	-0,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	821,32	821,74	823,98	0,3	0,3
Finance et assurances	859,86	880,35	881,50	0,1	2,5
Services immobiliers, de location et de location à bail	593,80	589,55	596,34	1,2	0,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	902,52	912,86	903,44	-1,0	0,1
Gestion de sociétés et d'entreprises	852,21	852,92	841,81	-1,3	-1,2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	538,44	552,70	554,94	0,4	3,1
Services d'enseignement	749,37	762,05	759,42	-0,3	1,3
Soins de santé et assistance sociale	610,54	638,39	640,31	0,3	4,9
Arts, spectacles et loisirs	419,04	407,99	409,21	0,3	-2,3
Hébergement et services de restauration	281,14	296,13	288,73	-2,5	2,7
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	528,08	545,10	545,68	0,1	3,3
Administrations publiques	856,19	863,74	870,52	0,8	1,7
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	628,45	651,23	642,24	-1,4	2,2
Île-du-Prince-Édouard	544,98	553,10	551,06	-0,4	1,1
Nouvelle-Écosse	597,56	616,18	618,12	0,3	3,4
Nouveau-Brunswick	628,07	641,18	639,65	-0,2	1,8
Québec	651,57	661,94	657,13	-0,7	0,9
Ontario	727,53	736,79	734,92	-0,3	1,0
Manitoba	618,13	644,92	650,13	0,8	5,2
Saskatchewan	625,25	648,76	652,95	0,6	4,4
Alberta	706,77	726,10	734,04	1,1	3,9
Colombie-Britannique	678,65	692,18	694,24	0,3	2,3
Yukon	771,99	780,98	790,84	1,3	2,4
Territoires du Nord-Ouest ¹	881,55	914,33	921,66	0,8	4,5
Nunavut ¹	790,73	779,69	807,70	3,6	2,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Données non désaisonnalisées.

Nombre de salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Juin 2004	Juillet 2004r	Août 2004p	Juin à juillet 2004	Juillet à août 2004
	données désaisonnalisées				
	en milliers			var. en %	
Ensemble des industries	13 534,6	13 523,7	13 505,8	-0,1	-0,1
Forêt, exploitation forestière et soutien	52,6	53,1	54,3	1,0	2,3
Extraction minière, de pétrole et de gaz	153,0	154,0	155,5	0,7	1,0
Services publics	122,2	121,5	122,3	-0,6	0,7
Construction	669,3	667,2	662,9	-0,3	-0,6
Fabrication	2 005,1	2 003,3	1 989,4	-0,1	-0,7
Commerce de gros	740,7	740,1	739,9	-0,1	0,0
Commerce de détail	1 641,4	1 643,3	1 642,9	0,1	0,0
Transport et entreposage	617,2	624,4	620,1	1,2	-0,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	341,6	341,0	340,9	-0,2	0,0
Finance et assurances	574,4	575,8	575,6	0,2	0,0
Services immobiliers, de location et de location à bail	234,5	233,0	232,6	-0,6	-0,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	660,1	656,0	656,3	-0,6	0,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	92,4	91,4	90,8	-1,1	-0,7
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	626,8	630,8	634,0	0,6	0,5
Services d'enseignement	979,0	973,9	969,4	-0,5	-0,5
Soins de santé et assistance sociale	1 382,9	1 385,2	1 384,2	0,2	-0,1
Arts, spectacles et loisirs	244,6	244,8	244,4	0,1	-0,2
Hébergement et services de restauration	937,7	938,5	941,0	0,1	0,3
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	505,7	503,7	505,0	-0,4	0,3
Administrations publiques	774,0	780,4	780,6	0,8	0,0
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	189,7	189,5	189,6	-0,1	0,1
Île-du-Prince-Édouard	65,0	66,3	65,3	2,0	-1,5
Nouvelle-Écosse	380,7	380,5	380,0	-0,1	-0,1
Nouveau-Brunswick	299,5	299,5	300,7	0,0	0,4
Québec	3 181,8	3 199,8	3 185,5	0,6	-0,4
Ontario	5 266,1	5 254,7	5 244,7	-0,2	-0,2
Manitoba	528,1	531,9	530,4	0,7	-0,3
Saskatchewan	404,2	405,2	403,6	0,2	-0,4
Alberta	1 483,0	1 480,7	1 478,2	-0,2	-0,2
Colombie-Britannique	1 674,0	1 671,5	1 670,8	-0,1	0,0
Yukon	16,5	16,1	16,0	-2,4	-0,6
Territoires du Nord-Ouest ¹	23,6	23,5	23,4	-0,4	-0,4
Nunavut ¹	11,3	11,2	11,1	-0,9	-0,9

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Données non désaisonnalisées.

Grossesses

1974 à 2001

Selon de nouvelles données, les taux de grossesses chez les adolescentes en 2001 avaient baissé du tiers par rapport aux taux observés près de trois décennies plus tôt. Chez les femmes âgées de plus de 30 ans, toutefois, le taux de grossesses avait beaucoup augmenté.

Entre 1974 et 2001, le taux annuel pour les adolescentes âgées de moins de 20 ans a chuté, passant de 45,5 grossesses pour 1 000 femmes dans ce groupe d'âge à 30,6.

Comme en 1974, le taux de grossesses était le plus élevé chez les femmes âgées de 25 à 29 ans, accusant toutefois également une baisse importante. Le taux est passé de 152,0 pour 1 000 femmes de ce groupe d'âge à 124,1.

Les femmes âgées de 20 à 24 ans ont affiché le deuxième taux de grossesses le plus élevé jusqu'en 1997, année où il a été dépassé par celui des femmes âgées de 30 à 34 ans. En 2001, le taux pour les femmes au début de la vingtaine se chiffrait à 89,8 grossesses pour 1 000 femmes de ce groupe d'âge comparativement à 108,1 grossesses pour les femmes au début de la trentaine.

Au total, on estime qu'il y a eu 449 270 grossesses en 2001, en baisse de près de 15 % par rapport au sommet de 526 887 enregistré en 1990, mais un chiffre légèrement supérieur à celui de 438 321 grossesses enregistré en 1974.

En 2001, les naissances vivantes représentaient 74 % du nombre total de grossesses, les avortements provoqués, 24 % et les pertes foetales, 2 %.

En 1974, les grossesses des femmes âgées de 30 ans et plus représentaient seulement 20 % de toutes les grossesses. En 2001, toutefois, cette proportion avait plus que doublé, étant passée à 43 %.

Par contre, les grossesses d'adolescentes représentaient un peu plus de 8 % de toutes les grossesses en 2001, en baisse par rapport à 14 % en 1974. Celles des femmes âgées de 25 à 29 ans représentaient 28 % de toutes les grossesses en 2001, en légère baisse par rapport à 33 %.

Même si le taux de grossesses global s'est légèrement redressé vers la fin des années 1980 et en 1990, il a été généralement en baisse. Il a atteint son point le plus bas en 2000, puis il est remonté légèrement en 2001.

Les données sur la grossesse sont fondées sur le nombre de naissances vivantes, d'avortements provoqués et de pertes foetales (mortinaissances et rapports hospitaliers sur les avortements spontanés.)

Nota : Les données sur chaque issue de la grossesse (naissances vivantes, avortements provoqués ainsi

que mortinaissances et cas hospitalisés d'avortements spontanés) sont recueillies auprès de sources distinctes. Par conséquent, les statistiques sur chaque issue sont généralement produites séparément.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3203, 3209, 3231, 3234 et 3604.

Le nouveau produit *Issues de la grossesse* (82-224-XWF, gratuit), qui est maintenant accessible en ligne, regroupe les données sur les trois issues de la grossesse pour brosser un tableau complet des grossesses chez les femmes canadiennes. Les nombres et les taux sont présentés aux échelons national, provincial et territorial ainsi que par groupes d'âge pour la période allant de 1974 à 2001. Ce produit sera mis à jour annuellement.

Certains tableaux pour 2001 sont également offerts en ligne dans le module *Le Canada en statistique* de notre site Web.

Pour obtenir des renseignements généraux ou pour commander des totalisations personnalisées, communiquez avec les Services personnalisés à la clientèle au (613) 951-1746 (hd-ds@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paula Woollam au (613) 951-0879, Division de la statistique de la santé. □

Nombre total de grossesses¹, selon le groupe d'âge, et taux pour 1 000 femmes

	1974	2001	1974 à 2001		1974 à 2001		1974 à 2001	
	nombre		var.	en %	taux pour 1 000 femmes ²		var.	en %
Tous les âges³	438 321	449 270		2,5	76,0	56,0		-26,3
Moins de 20 ans ⁴	62 279	37 622		-39,6	45,5	30,6		-32,7
Moins de 15 ans ⁵	1 037	541		-47,8	4,4	2,7		-38,6
15 à 19 ans	61 242	37 081		-39,5	53,9	36,1		-33,0
15 à 17 ans	23 180	12 383		-46,6	33,9	20,1		-40,7
18 à 19 ans	38 062	24 666		-35,2	84,2	59,7		-29,1
20 à 24 ans	142 590	92 559		-35,1	136,6	89,8		-34,3
25 à 29 ans	143 934	126 715		-12,0	152,0	124,1		-18,4
30 à 34 ans	61 005	120 013		96,7	81,3	108,1		33,0
35 à 39 ans	21 012	59 274		182,1	33,1	45,3		36,9
40 ans et plus ⁶	7 065	13 032		84,5	11,2	9,8		-12,5
Âge inconnu	436	55		-87,4

1. Le nombre total de grossesses est égal à la somme des naissances vivantes, des avortements provoqués et des pertes fœtales (mortinaissances et cas hospitalisés d'avortements spontanés).
 2. Les taux annuels sont calculés pour la population féminine dans le groupe d'âge en question.
 3. Le taux pour «tous les âges» est fondé sur la population féminine âgée de 15 à 49 ans.
 4. Le taux pour le groupe des «moins de 20 ans» est fondé sur la population féminine âgée de 14 à 19 ans.
 5. Le taux pour le groupe des «moins de 15 ans» est fondé sur la population féminine âgée de 14 ans.
 6. Le taux pour le groupe des «40 ans et plus» est fondé sur la population féminine âgée de 40 à 45 ans.
- ... N'ayant pas lieu de figurer.

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports

Juillet 2004

Le rapport mensuel de juillet 2004, volume 1 (TP 141, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Transports Canada (<http://www.tc.gc.ca/pol/FR/rapport/TP141F/tp141.htm>).

Nota : Le rapport mensuel TP 141 est publié en deux volumes. Le volume 1 présente les statistiques pour les principaux aéroports canadiens, soit ceux dotés de tours de contrôle pour la circulation aérienne ou de stations d'information de vol de NAV CANADA. Le volume 2 présente les statistiques pour les petits aéroports, soit ceux sans tours de contrôle de la circulation aérienne. Au moment de la diffusion, les deux volumes sont accessibles gratuitement dans le site Web de Transports Canada.

Pour plus de renseignements concernant ce site Web, communiquez avec Michel Villeneuve au (613) 990-3825 (villenm@tc.gc.ca), Transports Canada.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kathie Davidson au (613) 951-0141 (aviationstatistics@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0010. ■

Chargements ferroviaires mensuels

Août 2004

En août, plus de 21,9 millions de tonnes métriques de fret ont été chargés sur les chemins de fer canadiens, soit 1,3 % de plus qu'en juillet.

Le trafic non intermodal a totalisé 19,6 millions de tonnes par rapport à 19,3 millions de tonnes en juillet. Un peu plus de 251 000 wagons ont été utilisés pour transporter tout ce fret.

Les chargements de canola ont plongé de 72 % par rapport à juillet pour atteindre un niveau plancher de 83 000 tonnes métriques. Les autres grains céréaliers ont également affiché une baisse de volume par rapport aux chargements normalement observés en août, principalement en raison des températures froides et pluvieuses dans les Prairies qui ont ralenti la croissance des cultures.

Parmi les chargements en hausse, on remarque la reprise des activités ferroviaires dans le secteur de l'automobile après la baisse en juillet reliée aux vacances estivales.

Les chargements en minerai de fer sont demeurés plus bas qu'à l'habitude alors que la grève s'est poursuivie dans ce secteur.

Les chargements de type intermodal, qui correspondent aux conteneurs et aux remorques transportés sur wagons plats, ont reculé de 3,5 % par rapport à juillet. En août, le trafic intermodal a totalisé

un peu plus de 2,2 millions de tonnes métriques et a représenté 9,3 % de l'ensemble des chargements.

Le total du trafic en provenance des États-Unis à destination du Canada ou des États-Unis, en passant par le Canada, a atteint 2,1 millions de tonnes métriques, soit sensiblement le même volume qu'en juillet.

Par rapport à août 2003, les chargements de type non intermodal ont affiché une hausse de 5,5 %, malgré la baisse de 1,6 million de tonnes de minerai de fer associé à la grève dans le nord du Québec et au Labrador. La houille, le blé et le bois d'oeuvre ont totalisé une hausse de 1,3 million de tonnes par rapport à août 2003. Le trafic de type intermodal a crû de 5,0 % et le trafic en provenance des États-Unis a pour sa part augmenté de 10,2 %.

Le total cumulatif des marchandises de type non intermodal pour les huit premiers mois de 2004 a affiché une hausse de 8,7 % par rapport à la même période en 2003. Le tonnage est ainsi passé de 151 millions de tonnes à 164,1 millions de tonnes pour l'année en cours. Des chargements plus importants en blé et autres céréales ainsi qu'en potasse, qui ont augmenté de 6,5 millions de tonnes, en sont les causes

principales. Les chargements de minerai de fer ont affiché un recul de 3,3 millions de tonnes par rapport au volume de 2003 en raison de la grève dans ce secteur.

Les marchandises de type intermodal ont totalisé 17,8 millions de tonnes, en hausse de 3,3 %. Les chargements en provenance des États-Unis ont pour leur part augmenté de 3,8 % durant cette même période pour totaliser 17,7 millions de tonnes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 404-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2732.

Le numéro d'août 2004 de *Chargements ferroviaires mensuels*, vol. 81, n° 8 (52-001-XIF, 9 \$ / 83 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'unité de diffusion en composant sans frais le 1 866 500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0009. ■

NOUVEAUX PRODUITS

L'activité humaine et l'environnement : statistiques annuelles, 2004

Numéro au catalogue : 16-201-XIF (26 \$).

L'activité humaine et l'environnement : statistiques annuelles, 2004

Numéro au catalogue : 16-201-XPf (46 \$).

Chargements ferroviaires mensuels, août 2004, vol. 81, n° 8

Numéro au catalogue : 52-001-XIF (9 \$/83 \$).

Issues de la grossesse, 1974 à 2001

Numéro au catalogue : 82-224-XWF (gratuit).

Juristat : Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003, vol. 24, n° 10

Numéro au catalogue : 85-002-XIF2004010 (9 \$/75 \$).

Juristat : Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2002-2003, vol. 24, n° 10

Numéro au catalogue : 85-002-XPf2004010 (11 \$/100 \$).

Services correctionnels pour adultes au Canada (tableaux de données), 2002-2003

Numéro au catalogue : 85-211-XIF (30 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPf, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-100-00000001



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement à ce qui se passe ailleurs, remarquable.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>.
Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.